

Le Canada et l'hémisphère

des relations de plus en plus étroites

Pour un mouvement qui considère comme prioritaire la transformation des attitudes et des perceptions, ne pas pouvoir communiquer l'information ni y accéder représentait un sérieux handicap. Mais cette situation allait changer.

Grâce au Fonds de l'ACDI, rebaptisé Programme en matière d'égalité des sexes, chaque bureau de la promotion féminine des gouvernements antillais a été doté d'un ordinateur, de logiciels et de l'accès à Internet. Pour sa part, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme a fourni un manuel et la formation nécessaire. Les objectifs visés étaient l'amélioration de la communication entre les différents bureaux ainsi que la création de centres de ressources d'information sur le développement et sur les enjeux homme-femme au profit des organisations gouvernementales et non gouvernementales.

« Je peux, grâce à Internet, télécharger les renseignements les plus divers sur la problématique homme-femme, explique Betty Cederboom, devenue coordonnatrice et chef du Bureau national de l'égalité des sexes du Suriname en 1999. Lorsque j'ai été nommée à ce poste, il a fallu que je lise énormément. Internet a été ma principale source de renseignements sur l'égalité des sexes. »

Elle a rapidement utilisé ces connaissances. Mettant à profit l'information obtenue sur les rôles et fonctions des bureaux nationaux de promotion féminine d'autres pays, elle a restructuré son bureau. L'accès rapide à l'information et aux données a facilité la rédaction de ses rapports et le traitement des demandes d'information. Elle est maintenant en mesure de renseigner ses collègues sur les activités à venir, les enjeux clés et toute une gamme de ressources d'information. Avec l'aide du Programme en matière d'égalité des sexes, elle travaille actuellement à l'élaboration du premier plan d'action national du Suriname visant l'égalité des sexes, en s'inspirant d'« un modèle canadien trouvé sur Internet », déclare-t-elle.

L'une des tâches de Betty consiste à produire le rapport national du Suriname sur la mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Le Programme en matière

d'égalité des sexes a aussi financé ce rapport, préparé par une ONG pour le compte du gouvernement. En faisant appel à Internet, Betty a pu effectuer les recherches appropriées, participer à la rédaction du rapport et organiser un atelier ainsi qu'une conférence sur le sujet. Le rapport de cette année, actuellement à l'étude, a déjà permis la mise sur pied d'un comité spécial chargé de revoir toutes les lois discriminatoires à l'égard des femmes.

Au lendemain des élections d'août 2000 au Suriname, les relations entre le gouvernement et les ONG se sont raffermies grâce à Internet. Le bureau de Betty a élaboré à l'intention du nouveau gouvernement une déclaration de principes sur l'égalité des sexes, dont le texte a été soumis par Internet à la communauté des ONG, aux fins d'observations. Le projet final, adopté par consensus, a ensuite été présenté au ministre concerné. Par

la suite, lors d'une rencontre avec le président du Suriname, les ONG lui ont remis un document faisant état de leurs préoccupations — après en avoir fait part au bureau de Betty.

Internet et le courrier électronique ont également fait la différence sur le terrain, en aidant à la fois le gouvernement et la société civile à sensibiliser le public à la problématique homme-femme. Face aux difficultés rencontrées par le Comité national olympique pour organiser sa marche

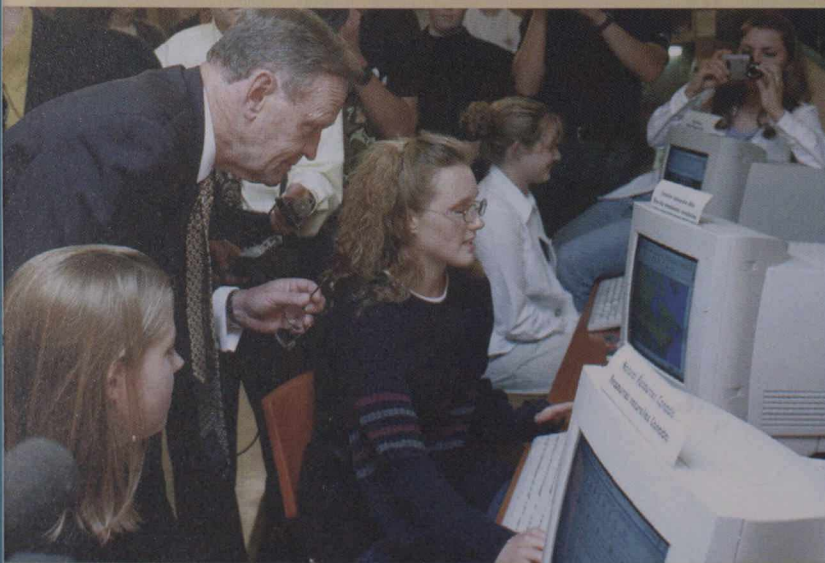


Des passants devant une mosquée à Paramaribo, la capitale du Suriname. La population se compose entre autres de personnes d'ascendance africaine, indienne, javanaise et chinoise.

annuelle contre la pauvreté, le bureau de Betty a décidé de lui prêter secours en associant la manifestation à la Marche mondiale des femmes. Internet a encore une fois fourni tous les renseignements nécessaires. Betty a convaincu le Comité olympique de faire de la violence contre les femmes l'un des thèmes de la marche et a aidé à obtenir un financement du Programme des Nations Unies pour le développement.

Son bureau s'est servi d'Internet pour coordonner la participation des ONG locales, organisant notamment des entrevues avec les médias. Or, les sujets de discussion n'ont pas manqué lors de celles-ci. En effet, le 14 octobre, jour prévu pour la marche de cinq kilomètres, le Suriname a procédé à une dévaluation de sa monnaie, ce qui a fait grimper le prix des produits de première nécessité, dont celui du pain et du gaz. C'était là une occasion propice de sensibiliser l'opinion à la pauvreté et à l'égalité des sexes. Betty et ses partenaires ont su en profiter, grâce à la nouvelle technologie fournie par l'ACDI.

Betty Cederboom admire sans réserve ce nouvel outil d'information et de communication : « Je trouve la réponse à la plupart de mes questions sur Internet. Il a rendu notre bureau plus performant. Il nous facilite la tâche. » ●—



Vanessa Klassen du F.W. Johnson Collegiate, à Regina, montre au premier ministre Jean Chrétien comment utiliser Rescol, un partenariat public-privé reliant les écoles canadiennes et les bibliothèques à Internet.

photos : CANAPRESS